

Lutte de classe

Quand la LCR se situe sur le même terrain de classe que le PS.

Dans ce document, j'ai reproduit un débat paru dans la presse bourgeoise (*Le Nouvel Observateur*) que j'ai extrait du site de la LCR, entre un des dirigeants du PS les plus réactionnaires du moment, Manuel Valls, et Besancenot pour la LCR.

Vous verrez que derrière cet entretien courtois à l'allure de rencontre fraternelle entre vieux camarades, se cache en réalité une connivence bien réglée entre deux acteurs qui ne se dément à aucun moment, tant l'un et l'autre se situent finalement sur le même terrain de la survie de l'impérialisme.

Au lieu de faire suivre ce débat d'un long commentaire en faisant appel à de nombreuses citations, j'ai préféré intercaler des commentaires plus concis entre parenthèses et en bleu chaque fois que je le trouvais nécessaire pour en faciliter la lecture et la compréhension, en laissant le lecteur libre de se faire son propre jugement.

Pour mieux cerner la personnalité de Valls et dans quel contexte se situait cette discussion, j'ai rajouté à la fin de ce document deux articles et un extraits d'une discussion consacrée au PS parus dans *Le Monde*.

Débat mené pour le *Nouvel Observateur* :

Peut-on lutter ensemble ? Le député socialiste, maire d'Evry, et le porte-parole de la LCR incarnent, chacun à sa façon, le nouveau visage de leur parti. (Le PS est fortement tenté de rejeter toute référence même formelle au socialisme pour évoluer vers un parti de type social-démocrate ou démocrate à l'américaine, quant à la LCR, par la voix de Besancenot, elle a manifesté l'intention de se libérer du carcan insupportable du trotskisme, comprenez du marxisme, pour évoluer vers un parti réformisme teinté d'aventurisme gauchiste et guévariste.) Sortez de l'utopie, dit le premier. Cessez d'être libéraux, répond le second. Au-delà des slogans, qu'est-ce qui les sépare ? Peuvent-ils s'entendre demain ?

Le Nouvel Observateur. - Vous connaissez-vous ?

Olivier Besancenot. - Nous nous sommes croisés dans le combat des salariés de LU et Danone, en 2001. Pour moi, ça fait une distinction. Je n'ai pas vu tant de responsables socialistes dans des luttes... (pourquoi auraient-ils dû y en avoir, puisque lorsqu'on a adopté l'économie de marché, l'impérialisme, on doit en assumer d'avance toutes les conséquences, non ? Le PS est bien à sa place à côté de Sarkozy et du Medef, qu'il y reste surtout.)

N. O. - Mais vous n'avez jamais échangé avant cette rencontre ?

O. Besancenot. - « L'Obs » est la passerelle des deux gauches, c'est bien connu, même s'il en a choisi une ! (Qu'est-ce qu'il ne faut pas entendre comme inepties ! Et il y en a qui voudraient que l'on prenne au sérieux ce pantin manipulé par Krivine et sa bande. Notez au passage que pour Besancenot, le PS, c'est toujours la gauche.) Nous incarnons - pas nous tout seuls - deux types d'orientation, mais si nous sommes ici, c'est qu'un débat contradictoire est souhaitable entre ces deux orientations. Pas pour se mettre d'accord, mais parce que des idées peuvent jaillir de ce débat. Des électeurs de gauche sont orphelins des clashes politiques - au bon sens du terme. (Que jaillisse la lumière... et tentons malgré tout de trouver un accord, c'est beau le double langage ! Mais comme Besancenot n'est décidément pas très futé et qu'il doit se découvrir pour justifier le rôle politique que remplit la LCR, il se prend évidemment à son propre piège, car lorsqu'il dit et répète que ce qui sépare le PS et la LCR n'est finalement qu'une question d'orientation et non fondamentalement la nature des rapports sociaux sur lesquels reposent en principe leurs partis, il apporte la preuve que ces deux partis sont finalement que les deux côtés de la même pièce, cette du social-impérialisme. En conclusion, ce qui aurait pu passer pour la confirmation de l'opposition qui existait en principe entre le PS et la LCR, Besancenot s'emploie maladroitement à démontrer exactement le contraire, bref, il fait le boulot à notre place, on ne va pas le contredire pour une fois !)

Manuel Valls. - Il y a vingt-cinq ans, j'ai milité dans un syndicat étudiant, l'Unef-ID, qui rassemblait presque toutes les tendances du PS et du trotskisme. Nous avons des valeurs communes. La lutte contre les « stals », comme on disait, donc le refus du totalitarisme. La défense des minorités, des femmes, des immigrés. Et la lutte contre l'extrême-droite. Mais Olivier Besancenot est plus jeune que moi, et le monde a changé, et donc notre dialogue. Le mur de Berlin a disparu. Nous vivons dans la globalisation. La gauche a gouverné. L'Etat-providence, qui fondait la social-démocratie, est en crise. La société s'est fragmentée. C'est ici que nos analyses et nos solutions divergent.

N. O. - Il y a attente d'un débat ou nostalgie d'une photo de famille ?

O. Besancenot. - La photo de famille ne signifie rien. (tiens donc !) Nous refusons la satellisation autour du PS. Mais nous voulons que les deux gauches résistent ensemble face au patronat et à Nicolas Sarkozy. (cela fait près d'un siècle que la SFIO et à sa suite le PS ont définitivement choisi le camp de l'impérialisme, mais il résiste !) On a un gouvernement et un président qui croient en la lutte des classes et qui la mettent en pratique. (croire ou ne pas croire, ou plutôt une nécessité ?) Et en face, cet automne, on n'a pas été capable d'établir un rapport de force : la direction du PS n'a pas été aux côtés des cheminots, qui ont pris le risque de s'affronter directement à Sarkozy. (tant mieux que le PS ne se soit pas placé du côté des cheminots, il n'avait rien à y faire, l'illusion qu'il serait encore un parti ouvrier a plus qu'assez duré, non ? Tout doit être fait pour liquider cette illusion colportée par la LCR, LO, le PT et le PCF.) Elle s'excuse tous les matins de ne pas être d'accord avec lui... Ou pis, elle approuve ses projets, comme vous l'avez fait, en soutenant l'alignement des régimes spéciaux ! (très juste, mais comme la LCR n'avait aucune perspective politique à proposer pour fédérer l'ensemble du prolétariat contre Sarkozy, on peut dire qu'ils se sont répartis les rôles.)

N. O. - Est-ce que Manuel Valls est sorti du champ de la gauche en approuvant les quarante annuités de cotisation ?

O. Besancenot. - Il a eu le mérite de la clarté, a exprimé tout fort ce qu'une partie du PS pensait tout bas. Mais c'est pour moi une position clairement libérale. (c'est beaucoup plus qu'une simple position, c'est la confirmation que dorénavant le PS prend directement part à l'application du programme de Sarkozy. Non seulement il ne prend pas en charge la défense des revendications du prolétariat, mais il les condamne et les combat ouvertement comme le ferait tout représentant naturel de la bourgeoisie.) Et elle participe d'un grand bluff : présenter la question des retraites uniquement comme un problème démographique, alors qu'on pourrait revenir à un système de 37,5 annuités pour tous, en récupérant une partie des exonérations sociales accordées aux groupes industriels... Mais avec votre soutien aux quarante annuités, vous aurez un problème quand Sarkozy et Fillon voudront nous faire passer à quarante et une, et au-delà... (on se rend compte à côté de ce que j'ai mis en relief dans mon commentaire précédent, que l'argumentation de Besancenot sert justement à camoufler une vérité qui ne doit surtout pas être portée à la connaissance des travailleurs et des militants, du vent quoi !)

M. Valls. - Ne faisons pas semblant : les luttes de ces dernières années - en 2003 contre le plan Fillon sur les retraites, déjà, ou en 2006 contre le CPE - n'ont pas empêché Nicolas Sarkozy de gagner la présidentielle. Nous devons revenir au point de désaccord fondamental. En 1983, le choix de l'adaptation au marché et à l'Europe a heureusement signé la fin du socialisme utopique. (il s'agit évidemment du socialisme scientifique, du marxisme, du socialisme tout court qu'il hait par dessus tout) Mais le PS ne l'a pas totalement assumé. Il subit aujourd'hui la pression de l'extrême-gauche. (en réalité, il subit comme l'UMP et l'UDF, et l'extrême-gauche, la pression du prolétariat qui refuse de voir tous ses droits et acquis liquidés...) Notre problème, c'est d'accepter la réalité du monde. (ainsi soit-il, le capitalisme serait éternel !) Nous devons nous confronter à la difficulté de financer les retraites, et demain la dépendance. (laissons ou plutôt faisons crever les vieux et le problème sera résolu ! il va nous expliquer le plus naturellement comment...) Je peux défendre l'idée des quarante annuités, à condition qu'on attaque la question de la pénibilité, de la qualification, du soutien aux services publics. Ce n'est pas une régression, tant la durée de vie a augmenté ! (tout est dit ici : si nous vivons plus longtemps, il est normal que l'on travaille plus longtemps, ce sera autant de moins à verser comme retraite et le problème de leur financement sera résolu, d'autant plus facilement que passer un certain âge au boulot, on crève plus rapidement ! Plus cynique et plus réactionnaire tu meurs !) Et travailler plus longtemps n'est pas un tabou, à condition qu'on mette sur la table les salaires, le temps partiel et la précarité. Pas d'hypocrisie : personne, parmi les dirigeants du PS, n'a cru un seul instant que nous abrogerions la loi Fillon si nous revenions au pouvoir. (il confirme si besoin est que c'est bien la totalité du PS qui est pourri jusqu'à l'os, avis au passage à ceux qui courtisent leurs élus et leurs adhérents. Pour tout militant ouvrier, il serait impossible de ne pas suffoquer de honte dans un parti aussi pourri en y adhérant ne serait ce qu'un jour. Que dire ce ceux qui y ont passé toute leur vie !)

O. Besancenot. - C'était pourtant une décision de votre congrès !

M. Valls. - Absolument ! Ca montre l'inutilité de nos « synthèses », comme nous disons dans ce langage que personne ne comprend ! On cherche l'unité de façade au lieu de poser les questions de fond.

O. Besancenot. - Sur les quarante annuités, vous ne ferez pas croire à ma génération que le patronat nous jugera encore rentables à 65 ans ! (il dit là n'importe quoi ou il fait preuve de son ignorance, puisque des millions d'américains ou de japonais continuent de travailler au-delà de 70 ans.) La vérité, c'est que nous partirons à la retraite au même âge, mais avec des pensions diminuées ! (il ignore aussi semble-t-il que la question ne se pose pas exactement dans ces termes pour le Medef. Le patronat envisage le cumul de la retraite et du travail au-delà de l'âge légal de départ à la retraite, à défaut de pouvoir liquider tout simplement les retraites, ce qui demeure sa revendication fondamentale, une fois le système de retraites par répartition liquidé...) Et depuis que je suis gamin, je n'ai pas senti la direction du PS particulièrement travaillée par l'extrême gauche ! Il y a quelque chose de nouveau dans votre discours : une véritable rupture. (nouveau ? Camarades, faites l'inventaire des positions du PS et de la SFIO depuis le 4 août 1914, vous serez pris de nausée immédiatement et vous comprendrez que ce parti a toujours été fondamentalement opposé au prolétariat, y compris lorsqu'il s'est placé ponctuellement à ses côtés... pour mieux assurer en dernier ressort la survie du régime capitaliste.) Au nom du principe de réalité, vous expliquez que cette société, à cause de la mondialisation, est indépassable. Vous participez au mensonge selon lequel on n'aurait plus les moyens financiers de « faire autrement ». C'est un mensonge, parce que la France est toujours dans le peloton de tête des pays industrialisés, et est attractive pour les capitaux étrangers. Nous n'avons pas de problème de productivité, ni de taxation des entreprises... (Ah cette France cher aussi au cœur de Schivardi et Gluckstein, comme il l'aime aussi Besancenot !

Si l'on suit le raisonnement de Besancenot, Lénine aurait dit : de cet économiste, si le capitalisme était moins compétitif, les arguments de Valls pourraient avoir grâce à ses yeux. Selon Besancenot, le maintien du système de retraite par répartition et le départ à la retraite après 37,5 annuités de cotisations ne pose pas de problème, puisque la situation actuelle du capitalisme le permet, ce qui signifie implicitement que dans le cas contraire, cette revendication devrait être abandonnée ou révisée. Or c'est exactement ce que prétendent l'UMP et le PS en partant du constat que la protection sociale, et au-delà l'ensemble de la législation du travail en vigueur, sont des freins à la compétitivité des entreprises.

On voit ici que Besancenot se situe en réalité sur le même terrain que Valls (et Sarkozy) et par conséquent, au lieu de pouvoir combattre sa politique au service des capitalistes en se situant résolument sur le terrain de la défense des intérêts du prolétariat, il lui offre au contraire un boulevard pour avancer tranquillement ces arguments réactionnaires. Dès lors que l'orientation politique de la LCR n'est pas déterminée en fonction de l'objectif d'abattre le capitalisme, mais qu'elle est conditionnée par des facteurs économiques qui dépendent uniquement de la classe des capitalistes, elle se réduit à accompagner le capitalisme sous forme de critiques stériles qui ne peut conduire qu'à une impasse politique et une adaptation croissante au capitalisme, pour ne pas dire une capitulation sans combat.

A l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme, se référer à la situation économique dans lequel se trouve le capitalisme pour justifier une revendication, c'est déjà faire preuve d'un opportunisme insupportable, c'est se situer dans le cadre de la préservation du capitalisme et le soutenir. Vous voyez où cela mène de ne pas subordonner en permanence les revendications économiques et sociales du prolétariat aux revendications politiques, à la question du pouvoir. Rien de révolutionnaire ou d'anticapitalisme là-dedans.)

M. Valls. - Mais nous avons un vrai souci de compétitivité. (la voix du Medef !) Ce qui fait d'ailleurs ma différence avec la droite. (au point que Sarkozy l'avait contacté pour lui demander de rejoindre son gouvernement, il n'y a pas de fumée sans feu !) Au lieu de faire le paquet fiscal pour les amis et l'usine à gaz des heures supplémentaires, et d'aggraver les déficits publics, il aurait fallu utiliser cet argent pour augmenter le smic et les petites retraites et financer l'innovation et la recherche ! (une misère !) Accepter le monde tel qu'il est n'est pas abdiquer ni mentir. (c'est tout simplement réactionnaire dans la bouche de Valls !) Il faut sortir de l'utopie pour chercher des solutions. La gauche est parfois timide en matière de répartition des richesses. (pas pour tout le monde : sous Mitterrand, la Bourse de Paris devint la première bourse européenne en terme de spéculation et d'enrichissement des actionnaires !) Quand nous étions au pouvoir, nous aurions dû être plus audacieux pour réformer la fiscalité locale : elle est injuste, et participe à la ghettoïsation de nos territoires. Cette question de répartition se pose aussi au niveau mondial. Je reste très intéressé par l'idée de la taxe Tobin sur les mouvements de capitaux... (la tarte à la crème des altermondialistes à laquelle adhèrent même Georges Soros, un milliardaire !)

O. Besancenot. - Il y a trente ans, quand on produisait 100, 70 allait au travail, 30 au capital. Maintenant, c'est 60-40. Veut-on revenir à la répartition antérieure ? Veut-on taxer le capital et les profits ? Et ose-t-on poser la question de la propriété ? C'est le bluff extraordinaire du capitalisme : avoir mis sur un pied d'égalité dans la tête des gens la propriété individuelle et la propriété des grands moyens de production. On est 85% de la population à vivre avec moins de 2 000 euros par mois. On passe le plus clair de notre temps à se jalouser entre nous public, privé, salariés, retraités. On attendrait d'une vraie gauche qu'elle soit capable de ranimer une conscience collective. (mais nous n'en voulons pas de la conscience collective dont se réclame Besancenot, et si vous voulez savoir pourquoi, demandez-vous pourquoi elle est en voie d'extinction ? parce qu'elle était frelatée, elle reposait sur une contre-vérité qui consistait à faire passer le capitalisme d'Etat pour une conquête sociale, l'exploitation par l'Etat bourgeois de plus de 25% des travailleurs de ce pays était soi-disant la panacée, alors qu'en réalité le prolétariat

était divisé et affaibli pour longtemps, au point de ne jamais pouvoir se regrouper et se donner les moyens de construire un parti révolutionnaire.

Tous les gouvernements qui se sont succédés depuis l'après-guerre se sont appuyés sur cette division du prolétariat pour assurer la survie du capitalisme. La SFIO, puis le PS avec l'aide du PCF, s'est employé systématiquement de son côté à gangrener les syndicats de la fonction publique et des entreprises nationalisées en distillant jour après jour le virus de l'idéologie réformiste qui n'est finalement que la traduction dans le mouvement ouvrier de l'idéologie bourgeoise, participant ainsi activement à enchaîner et à soumettre le prolétariat aux intérêts de l'impérialisme.

Il faut donc rectifier l'assertion de Besancenot : Cette conscience collective ne s'est pas forgée autour des valeurs du socialisme mais autour des valeurs de l'impérialisme, puisque c'est lui et sous son contrôle que les nationalisations ont été réalisées, préparant le terrain à la liquidation des services publics et aux privatisations le moment opportun. Le vers était dans le fruit dès le départ si vous voulez. Pour le comprendre, il faut aller au bout de l'analyse du rôle cynique qu'ont rempli les partis se réclamant du mouvement ouvrier depuis le début du XXe siècle, tâche qu'évidemment Besancenot est incapable d'accomplir, d'où son incapacité à en tirer les conséquences et à rompre avec le réformisme, ce que cet débat teinté d'espoir envers le PS manifeste une nouvelle fois.)

M. Valls. - Il y a clairement une différence entre nous. Je crois au compromis social dans l'entreprise. Je crois que l'entreprise crée de la richesse. Et on ne peut pas répartir de la richesse en permanence. (il est vrai qu'une fois que les patrons se sont servis, quoi de plus normal qu'il ne reste plus rien pour les travailleurs. Quel fieffé réactionnaire celui-là !) La gauche s'est heurtée au choix des électeurs. Ceux-ci croient qu'on a réparti de plus en plus d'argent dans la société, via la politique de la ville, le RMI... (il avoue implicitement que le PS n'a fait que poursuivre la politique de ses prédécesseurs au pouvoir.) C'est le débat assez malsain qui s'est installé sur l'assistanat : l'idée dominante est qu'on a réparti de l'argent chez les plus pauvres dans une société pourtant toujours plus inégalitaire. Pour les citoyens, l'Etat-providence ne fonctionne plus.

O. Besancenot. - Ce qui ne fonctionne plus, c'est votre lecture des rapports sociaux. Vous êtes toujours sur l'idée du donnant-dormant. Le patronat gagne quelque chose, les salariés gagnent quelque chose. C'était votre idée des 35 heures. Aux salariés la diminution du temps de travail, aux entreprises la flexibilité et l'annualisation des salaires. Aujourd'hui, la droite revient aux 39 heures, mais la flexibilité est acquise : c'est du perdant-perdant. (ils sont toujours sur le même terrain et se renvoient la balle ! Normal entre gens de « gauche » !)

M. Valls. - Je crois au compromis, mais à condition qu'il y ait des syndicats et des rapports de force. Les 35 heures ont été une avancée, que l'extrême-gauche aussi défend aujourd'hui. On peut leur reprocher de n'avoir pas été étendues aux petites entreprises, où les syndicats sont les moins forts. (il faudrait dire inexistantes.) Oui, elles ont laissé un goût amer. Leur mise en oeuvre dans la fonction publique, notamment à l'hôpital - sans création de postes -, a noirci tout le tableau. Et elles ont été vécues contre les augmentations de salaires dans de nombreuses boîtes... (un euphémisme !)

O. Besancenot. - Les 35 heures à La Poste se sont traduites par la suppression de tournées de facteurs. Ce n'est plus le compromis, mais la compromission ! Le problème de la gauche réformiste, c'est qu'elle n'est plus en situation de faire des réformes. Vous êtes en face d'un capitalisme financier en crise. Il n'a plus de marge, plus d'espace pour négocier des compromis sociaux. C'est cela qui a changé. Aujourd'hui, vous devez poser le problème de la propriété, du contrôle de la population sur les richesses, du contrôle des salariés sur leur entreprise. Il faut aussi aller contre le secret bancaire... (pourquoi pas, mais sans abattre le pouvoir politique en place et ses institutions, c'est encore un vœux pieux. Avancer la renationalisation ou le contrôle ouvrier sans le relier à la nécessité d'en finir avec l'Etat bourgeois, cela porte un nom : le corporatisme. C'est la même politique que prône le PT et LO.)

M. Valls. - Il y a de l'espace pour le rapport de force, donc pour le compromis. Le capitalisme a effectivement compris et épousé l'évolution du monde plus rapidement que la gauche. (le PS peut mieux faire, on lui fait confiance dans ce domaine, le seul d'ailleurs.) Mais il n'est pas seulement financier. Il crée des richesses dans le domaine de la santé, dans les biotechnologies (qui profite à qui aujourd'hui et qui profitera à qui demain une fois que la Sécu aura disparu ?). Par la globalisation, le monde est à la fois plus ouvert, plus riche, mais plus inégalitaire et plus dur... La gauche n'a jamais été aussi faible électoralement, pas parce qu'elle ne serait « pas assez à gauche » (vous y êtes encore trop monsieur le philistin, encore un petit effort !). Mais parce qu'elle n'est pas en phase avec les aspirations des Français. Je n'accepte pas l'idée de malhonnêteté, ni le débat entre utopie et soumission. Au pouvoir, la gauche a fait des réformes... (qui ont eu notamment comme pendant de préparer le terrain (et d'engager) à la liquidation de tous nos acquis et droits ! Entre ce qui est secondaire et ce qui est essentiel, il faut toujours faire la part des choses camarades, sinon on se laisse abuser par ce genre de discours de nature démagogique.)

O. Besancenot. -Vous avez plus privatisé que la droite ! (comment, le PS plus à droite que la droite et il serait encore à gauche ? Etonnant, non ?)

M. Valls. - Construire de grands groupes industriels avec ouverture de capitaux ? Il faut l'assumer totalement. Après, il y a la question du choix des groupes. Ainsi EADS, inventé par Jospin et DSK avec le gouvernement allemand...

O. Besancenot. - Avec quel succès ! C'était Aérospatiale, 100% public, et on voit ce que ça a donné... (très juste, encore faut-il en tirer les conséquences politiques et cesser de considérer le PS comme un parti de gauche.)

M. Valls. - Mais si toutes les critiques doivent nous ramener en arrière, vers des dispositifs qui étaient obsolètes, c'est cela qui renforce la droite. (merci monsieur Valls, il vient d'expliquer pourquoi le PS supportait le gouvernement : parce qu'il craint la « droite ». Puisque tout écart à gauche renforcerait la droite, vaut mieux s'en abstenir et se placer résolument à droite. On avait parfaitement compris.) La gauche doit aussi construire des outils industriels efficaces au niveau national et européen. (un leurre ou une mystification de plus, car le développement industriel ne peut s'envisager aujourd'hui que dans le cadre de la soumission à l'impérialisme dominé par le capitalisme financier, qui n'a pour seul objectif la rentabilité à court terme de ses investissements, qui dépend pour l'essentiel des coûts de production, donc basés sur le capital variable, la main d'œuvre. Je parle bien sûr quand on se situe dans le cadre de la survie de l'impérialisme.)

Il faut préciser ici quelque chose qui me paraît important. Il est évident qu'une révolution victorieuse en France ou dans un autre pays en Europe entraînerait la mobilisation du prolétariat et la chute du capitalisme dans tout un ensemble de pays aux alentours. Pourquoi cela direz-vous ? Tout simplement parce que le prolétariat n'est plus au stade d'arriération générale qui régnait du temps de la révolution d'Octobre, il a été à l'école, à l'université, il est parfaitement informé de ce qui se passe dans le monde et de ce qui se trame dans son dos, même s'il ne parvient pas à analyser avec la profondeur requise la situation politique, son niveau intellectuel est sans commune mesure avec celui de la classe ouvrière de la moitié du siècle dernier, il est donc apte à assimiler très rapidement une expérience surtout lorsqu'elle débouche sur une perspective pratique et claire, j'en suis absolument convaincu.

Cela pour dire que l'isolement économique du prolétariat une fois parvenu au pouvoir ne se pose pas dans les mêmes termes qu'en 1917. Cette question sera résolue plus rapidement qu'on ne le pense et la théorie de la révolution permanente se vérifiera à l'échelle internationale, à condition bien sûr que le parti et l'Internationale ouvrière lui ouvre la voie, on en revient toujours à la même question déterminante. C'est finalement parce que Besancenot n'a jamais été convaincu de la victoire finale du prolétariat qu'il est incapable de se situer sur un autre terrain que celui de la bourgeoisie, comment pourrait-il en être autrement, lui qui exècre le marxisme et le trotskisme.)

O. Besancenot. - Et quand vous n'êtes pas au pouvoir, peut-on faire de la politique ? Peut-on lutter ensemble ? (il y tient absolument le bougre ! Le schéma dans lequel est englué le mouvement ouvrier depuis un siècle et qui lui a valu notamment deux guerres mondiales, excusez du peu, devrait perdurer indéfiniment ? C'est navrant de constater que la LCR ne peut pas se passer de la béquille des appareils pourris du mouvement ouvrier pour continuer d'exister.)

M. Valls. - On peut se retrouver pour dénoncer le comportement du pouvoir, et notamment le comportement de Nicolas Sarkozy qui crée autour de lui une espèce d'oligarchie. (en effet cela ne coûte rien, mieux, puisque le PS participe utilement à brouiller encore plus la situation dans la tête des travailleurs.) A l'Assemblée nationale, je me suis battu comme un chien contre le paquet fiscal, sur la question de la récidive, et sur la réforme de la carte judiciaire, qui éloigne la justice des gens modestes... Mais protester ensemble ne doit pas masquer nos divergences. Evidemment, je sais que le PS n'est pas audible ! (sauf pour Sarkozy et le Medef, c'est déjà cela d'acquis, je le rassure !) Troisième défaite à la présidentielle, problème de leadership et d'organisation... Nous devons faire attention à ne pas être écartelés entre la tentation du centrisme présidentieliste, l'aventure perso de François Bayrou, et l'autre tentation, pas toujours sympathique envers nous, d'Olivier Besancenot. (que le PS devienne un parti démocrate à l'américaine ou qu'il disparaisse, bon débarras, le mouvement ouvrier pourra peut-être enfin se reconstruire sur de nouvelles bases, révolutionnaires et marxistes cette fois.)

Je ne veux pas dire par là que l'existence du PS interdirait la construction d'un parti révolutionnaire, mais qu'en servant de point d'appui aux dirigeants opportunistes de la LCR, de LO, du PT et du PCF, le PS participe directement à la confusion des genres, et indirectement à la diffusion de l'idéologie réformisme, je précise indirectement, puisque maintenant il défend ouvertement les intérêts de l'impérialisme et se situe résolument dans son camp, ne serait-ce que par son ministre des Affaires étrangères, B. Kouchner.)

N. O. - Comment expliquez-vous l'attrait de Besancenot sur vos électeurs ?

M. Valls. - Par l'histoire d'une France où un courant révolutionnaire, frondeur, souvent incompréhensible à l'étranger, reste vivace... Une voix de la France qui passe par de Gaulle ou Astérix - j'admets que c'est un peu rapide ! (et d'un niveau lamentable !) Ajoutez la crise de leadership du PS, et il n'est pas étonnant qu'on se tourne vers une personnalité jeune, d'une certaine constance, adaptée à la réalité médiatique de notre pays, et portant un langage clair. Ce qui nuit au PS, c'est l'absence de clarté, cette synthèse molle : pendant la campagne, nous n'avions pas de position claire sur l'immigration, l'insécurité, le nucléaire. La gauche doit être capable d'apporter une réponse générale. A la fois en termes de justice sociale et d'efficacité. (la justice sociale c'est l'os à ronger qui lui sert de prétexte pour se réclamer encore de la gauche, et l'efficacité, ce sont les intérêts de l'impérialisme qui placent le PS dans son camp naturel, la droite.)

N. O. - La popularité de Besancenot est-elle une bonne chose, parce qu'elle témoigne de la résistance à la droite, ou un danger, parce qu'elle ravive cette utopie que vous rejetez ?

M. Valls. - Elle est un fait politique, que le PS doit prendre en compte, et qui témoigne de la radicalité dans la société. (tâche impossible pour le PS, heureusement !) Parce qu'il est malin, Olivier Besancenot parvient à la capter... (non sans l'aide intéressée de la bourgeoisie : Sarkozy utilise la LCR contre le PS, comme Mitterrand utilisa le FN contre le RPR (ex-UMP), qu'on ne compte pas sur nous pour faire preuve de complaisance vis-à-vis de la LCR qui constitue toujours un des obstacles à la construction d'un parti révolutionnaire.) Ca m'inquiète, dans la mesure où nous-mêmes ne sommes pas capables de dégager un message clair. Si nous voulons échapper à l'étau Bayrou-Besancenot, nous devons être nous-mêmes. Je sens du ressentiment à notre égard parce que nous ne sommes pas clairs, parce que nous n'avons pas pris en compte les évolutions du monde et de la société. (mais non, mais non, c'est une illusion, persévérez dans la même voie, vous nous rendrez ainsi un service inestimable en vous débarrassant des oripeaux du socialisme dont vous êtes indignes, plus tôt sera le mieux.)

N. O. - Et vous, Olivier Besancenot ? Manuel Valls est-il une nouvelle voix à gauche, ou un dirigeant classique du PS tel que vous le critiquez ?

O. Besancenot. - Manuel Valls a le mérite d'assumer une orientation que le PS n'assume pas en général. (plus qu'une simple orientation, puisque sa nature sociale fondamentale depuis un siècle l'a toujours conduit à se ranger du côté de l'impérialisme, répétons-le encore une fois pour les sourds et les amnésiques.) Il a son projet, j'ai le mien. Mais ne vous trompez pas sur une chose : je ne suis pas dans un village gaulois qui résiste. J'ai des « complices » en Europe, dans le nouveau parti de gauche en Italie, dans l'Etat espagnol... (en effet, par exemple le sénateur Turigliatto de Sinistra Critica qui soutient le gouvernement réactionnaire de Prodi (Informations ouvrières n°822). Et Besancenot se vante d'avoir des « complices » dans l'Etat bourgeois espagnol qui participe directement aux côtés de Bush à l'écrasement du peuple afghan. Il est vrai qu'avec des références pareilles, il a eu raison de confirmer le 13 mars 2007 à Amiens, qu'il n'avait jamais été trotskiste. Question : y a-t-il encore des trotskistes à la LCR ? On pourrait poser la même question aux camarades du PT et de LO, non ?)

M. Valls. - Le problème n'est pas d'être plus à gauche ou plus à droite, mais de répondre aux aspirations de ce peuple, en déshérence et profondément politique. (plus à droite ou plus à gauche, il est vrai que cela revient au même au PS, merci de cette précision qui confirme mon analyse sur le PS.) Je cherche des réponses de gauche populaire. (lisez : populiste.) Comment convaincre les ouvriers déclassés de l'est de la France, les jeunes des banlieues, les salariés de la fonction publique, les centres urbains ? (de quoi, d'accepter le sort misérable qui leur est réservé par l'impérialisme ?) La jeunesse issue de l'immigration est radicale, mais elle porte en même temps un espoir dans le rôle de l'école, de l'Etat, de l'entreprise. Je suis frappé par la vitalité, par l'éclosion de boîtes en banlieue... (vive ma petite entreprise ! vive le capitalisme !)

O. Besancenot. - Et combien ferment ! (Et si elles ne fermaient pas ? Ce serait peut-être une bonne solution, non ? Voilà où l'on en arrive quand on se situe sur le terrain de son ennemi, car le PS est bien dans le camp de nos ennemis.)

N. O. - Vous devez avoir un point d'accord. Ni l'un ni l'autre ne croyez à la formule magique « la gauche de Besancenot à Bayrou »...

O. Besancenot. - La gauche « arc-en-ciel », comme disent Ségolène Royal et Julien Dray, calquée sur le modèle italien, pour préparer un candidat unique en 2012 ? Si c'est pour faire la guerre en Afghanistan, des mesures discriminatoires contre les immigrés roumains, et un budget d'austérité, ça ne m'intéresse pas. Les gens dont je me sens proche en Italie sont les fondateurs de cette gauche critique : des responsables qui ont gouverné, qui sont élus et qui refusent cette politique. (il ne manque pas d'air ce misérable opportuniste, car là il dépasse les bornes. Rappelons à ce fieffé manipulateur que Turigliatto avait voté en décembre 2006 le refinancement de la mission italienne en Afghanistan. (Informations ouvrières n° 822) Besancenot ne vaut guère mieux que les Krivine, Frank et Mandel...)

M. Valls. - Si la gauche italienne s'est unie, c'était contre un adversaire. (unie avec qui ? avec l'Union européenne contre le prolétariat italien.) Prodi et Veltroni, ce n'est pas Berlusconi ! (effectivement, d'une certaine manière c'est pire, car au nom de la gauche, il tente de museler le prolétariat pour faire passer la politique que Berlusconi aurait eu un mal de chien à imposer.) Et la guerre contre le terrorisme en Afghanistan a mon appui : cela n'a rien à voir avec l'Irak. (pourtant si j'ai bonne mémoire, avant même de sortir l'argument fabriqué des armes de destruction massive, Bush a engagé la guerre contre le peuple irakien en prétendant que le régime supportait le terrorisme international, il a mauvaise mémoire en plus ou il est de mauvaise foi. Passons sur la lutte contre le terrorisme qui sert de prétexte à tous les gouvernements pour renforcer leur arsenal répressif contre leur propre prolétariat, particulièrement contre sa jeunesse, surtout que le PS au pouvoir ne les abrogera pas, au contraire comme il l'a amplement prouvé dans le passé, il n'hésitera pas à les utiliser si nécessaire.) L'Italie est intéressante, mais il ne faut pas que l'union amène à l'impuissance. (les travailleurs italiens en grève ces dernières semaines peuvent en témoigner.) L'idée que le candidat de la gauche réformiste soit désigné par les électeurs est intéressante... Mais au-delà ? Si, pour des raisons électorales, on réunit dans un même parti des gens qui ne pensent pas la même chose, sont en désaccord sur l'entreprise, l'Etat et les financements, on créera de la désillusion... François Bayrou ne nous dit pas qu'il est de gauche, et Olivier Besancenot n'est pas intéressé par la formule. C'est le PS qui doit se réformer, d'abord... (qu'il se saborde vaudra mieux !)

N. O. - Autrefois, les responsables de gauche et d'extrême gauche se fréquentaient, se tutoyaient... Est-ce que ça vaut la peine pour vous de poursuivre cet échange, voire d'aller au-delà ?

O. Besancenot. -Je suis pragmatique. Si on se recroise dans des luttes, le tutoiement viendra. (des complices, de vrais potes, des camarades quoi !) Mais se connaître pour se connaître ? Nous n'avons pas eu un grand mouvement fondateur, comme Mai-68 pour la génération précédente. (tu parles d'une référence foireuse, c'est oublier un peu vite l'élection d'une Assemblée nationale bleu horizon dans la foulée ! Si la victoire du non au référendum de 1969 a entraîné le départ de De Gaulle et reporté à plus tard la mise en œuvre de la régionalisation, elle n'a rien changé sur le fond puisque Pompidou (UDR, ex-UMP) l'a remplacé et que la collaboration de classe des appareils avec les institutions de la Ve République ne s'est jamais aussi bien portée les années suivantes.) Et aujourd'hui la position du PS face à un tel mouvement serait différente ! Les avatars de ce que vous décrivez, ce sont de grandes fêtes générationnelles où Krivine n'est pas invité (1)... (quelle odieuse méprise, franchement messieurs ! Comment est-ce possible que la gauche caviar oublie de régaler ses vieux potes et manque ainsi à tous ses devoirs... alimentaires ? Le facteur, qui a plutôt la mentalité d'un valet, pensent instinctivement aux entrailles de son maître à penser, quoi de plus naturel en sorte : peu guère faire mieux !)

M. Valls. - Effectivement, attention à la connivence. L'aventure de Mai-68 qui se termine dans la grande teuf au Cirque d'Hiver, ce n'est pas la mienne. (il a la mentalité du grand bourgeois pédant, qui, privé et frustré de la cuisine de l'Élysée pour un bon moment, doit se rabattre sur les repas gastronomiques très discrets avec ses collègues de l'UMP ou de l'UDF dans les petits restos sympas situés derrière l'Assemblée nationale. Qu'il ne se formalise pas, ce n'est pas de la calomnie, puisque les plus fidèles courtisans du régime y sont tous passés, y compris récemment les dirigeants syndicaux avec Sarkozy !)

(1)Allusion au mariage « people » d'Henri Weber, député européen socialiste et cofondateur de la LCR avec Alain Krivine

Claude Askolovitch Le Nouvel Observateur

Documents n°1

(LEMONDE.FR avec AFP | 08.07.07 | 13h28 • Mis à jour le 08.07.07 | 13h52. Article paru dans l'édition du 09.09.07.)

Manuel Valls appelle à « ne pas diaboliser Nicolas Sarkozy »

« Attention à ne pas diaboliser une nouvelle fois Nicolas Sarkozy, d'autant que cela n'a pas été d'une grande efficacité ces derniers mois », lance Manuel Valls, député PS de l'Essonne, dans un entretien au *Parisien*, dimanche 8 juillet. Le maire d'Evry, qui avait fait partie des socialistes contactés au téléphone par Nicolas Sarkozy, fait de plus en plus souvent entendre sa voix au PS.

« Les Français ont souhaité un président qui gouverne et agisse pour réformer », souligne-t-il, se réjouissant « qu'il y ait un président de la République actif et omniprésent ». Manuel Valls se démarque de nouveau de la position de François Hollande : le premier secrétaire du parti a souvent critiqué "l'omniprésence" du chef de l'Etat.

« PRENONS SARKOZY AU MOT »

Selon l'ancien porte-parole de Lionel Jospin à Matignon, la politique d'ouverture de M. Sarkozy doit plutôt inciter le PS « à l'initiative » : « Nous verrons ainsi si la volonté de réforme affichée par le nouveau pouvoir correspond à une manœuvre pour nous affaiblir, ou à une sincère volonté de dialogue et de modernisation de notre vie parlementaire et politique. »

« Prenons Sarkozy au mot, et soyons, nous, à l'initiative, en proposant, par exemple une vraie réforme de nos institutions », ajoute le maire d'Evry pour qui il faut distinguer « les simples débauchages des modestes mais véritables changements, telle l'attribution de la présidence de la commission des finances à un membre de l'opposition ».

Documents n°2

(LE MONDE | 04.09.07 | 14h03 • Mis à jour le 04.09.07 | 14h03. Article paru dans l'édition du 05.09.07.)

« Le Franc-Parler » (France Inter-i-Télé-Le Monde)

Manuel Valls : « Il faut construire un parti réformiste qui ne renonce pas à changer la vie des gens »

Vous avez été très peu visible, ce week-end lors des universités d'été du PS. Pourquoi ne pas exercer votre liberté de parole à l'endroit où tout se met en jeu ?

Vendredi, j'étais à La Rochelle, car je respecte profondément les militants. On ne m'a pas proposé une prise de parole sur l'une des tables rondes. Cela fait partie parfois des moeurs d'une formation politique, pas très moderne, pas très démocratique.

François Hollande y a cependant posé les thèmes de la rénovation : le temps de travail, la mondialisation de l'économie, la sécurité. Etes-vous d'accord avec au moins ce plan de travail ?

François Hollande ferait un très bon candidat au poste de premier secrétaire et à la rénovation du Parti socialiste s'il ne l'était pas depuis onze ans. Ce qui compte, c'est que les chantiers s'ouvrent et qu'il n'y ait pas de tabous sur la nation, sur le travail, et donc sur la question des 35 heures ou sur les retraites, ou sur l'autorité, la sécurité. Mais il ne suffit pas de nommer les chantiers. J'ai le sentiment de revivre exactement ce qui s'est passé entre 2002 et 2007. On nomme les sujets, on ne va pas jusqu'au bout des propositions et on rentre dans des congrès du PS classiques, qui créent de la synthèse et qui visent à repousser les vrais sujets à plus tard.

Jean-Marc Ayrault, à La Rochelle, a regretté la conception « trop paternaliste de l'Etat » du PS, plusieurs socialistes appellent à remettre l'individu au centre. C'est un vrai changement à gauche où jusque-là l'Etat était la solution à tout...

On parle beaucoup de droitisation de la société. Je n'y crois pas. En revanche, l'individualisation est incontestable. Il y a une demande de l'individu citoyen, consommateur. Nous devons être capables d'y répondre et en même temps d'offrir une réponse collective, sur la sécurité sociale, sur l'éducation, sur le pouvoir d'achat et sur la sécurité. Ce lien entre individu et collectif est au coeur de cette refondation de notre doctrine. Et c'est là-dessus qu'il nous faut travailler. Les instruments ont changé et l'Etat ne peut pas tout faire, et donc il faut le réformer en profondeur. En Espagne, une réforme de l'Etat dans un pays très décentralisé a été menée au bout par les socialistes espagnols. Nous-mêmes, nous devons décentraliser en profondeur, c'est je crois la meilleure réforme que nous puissions faire.

Pourquoi le socialisme n'est-il plus adapté à cette vision de l'économique que vous nous décrivez ?

Le socialisme a évolué. Le mur de Berlin s'est effondré. Notre rapport avec le communisme a profondément changé. Le mot socialisme ou social-démocratie était très lié à l'Etat-providence, aujourd'hui en crise. Par le passé, notre formation a changé de nom : elle s'appelait la Section française de l'International ouvrière jusqu'en 1969, la SFIO. Elle s'est mutée en Parti socialiste et François Mitterrand a confirmé ce choix en 1971. Ce cycle est aussi terminé. Nous sortons de ce cycle révolutionnaire qui dure depuis près de deux siècles. Nous devons construire un grand parti réformiste, qui ne renonce pas à changer la vie dans le quotidien des gens. La question que nous allons affronter n'est pas seulement une question de propositions concrètes en matière de fiscalité, de retraites ou de 35 heures, c'est une question plus fondamentale qui nous concerne. Et c'est ça la refondation.

Documents n°3

(Chat : LEMONDE.FR | 23.05.07 | 19h28 • Mis à jour le 24.05.07 | 17h07)

« Pour prendre la tête du PS, 'DSK' et Royal pourraient miser sur leurs jeunes lieutenants »

Un extrait de l'intervention de l'éditorialiste du *Monde*, Michel Noblecourt : « Manuel Valls a des atouts incontestables, car effectivement, c'est un jeune, qui incarne bien la relève générationnelle. Il est maire d'Evry, député. Il a eu des responsabilités au conseil régional d'Ile-de-France. Il a eu des fonctions à la direction du PS. Il a l'avantage d'avoir été à différents moments proche de la plupart des dirigeants du PS : Jospin, Hollande, DSK. Il a été même à un moment proche de Fabius, puisqu'il s'était prononcé pour le non à la Constitution européenne. Il a donc eu des alliances variées dans le PS et incarne aussi parfaitement une volonté de rénovation du PS. C'est donc un candidat qui à mon avis pourrait convenir à DSK. »